

Le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement : Désintégration européenne, Chômage et Instabilité

Jeronim Capaldo*
Octobre 2014

Résumé

L'Union européenne et les États-Unis sont actuellement en phase de négociation du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP, aussi appelé TAFTA), un accord commercial majeur visant une intégration accrue de ces deux zones économiques.

Comme c'est habituellement le cas pour les traités commerciaux, les négociations du TTIP ont été accompagnées de plusieurs études économétriques projetant des gains économiques nets pour l'ensemble des pays impliqués. En Europe, les défenseurs du projet font principalement référence à quatre études, lesquelles prévoient de faibles bénéfices économiques et le remplacement progressif de flux commerciaux intra-européens par des flux commerciaux transatlantiques. Cela amène la Commission Européenne, principal défenseur du TTIP en Europe, à un paradoxe : la politique qu'elle propose favoriserait la désintégration économique de l'Union Européenne.

Le TTIP pourrait aussi avoir d'autres conséquences graves pour l'Union et ses États membres. Dernièrement, plusieurs publications ont montré que les principales études sur le TTIP ne constituent pas une base solide permettant de prendre des décisions politiques, dans la mesure où celles-ci reposent largement sur des modèles économiques inappropriés.

Nous proposons une évaluation du TTIP basée sur un autre modèle, et sur des hypothèses plus probables en matière de coûts d'ajustement économiques et de directions politiques. Nous utilisons le « Global Policy Model » (Modèle des politiques publiques mondiales), développé par les Nations Unies, pour simuler les effets du TTIP sur l'économie mondiale. Cette simulation tient compte du contexte d'austérité prolongée, et des taux de croissance faibles qui caractérisent particulièrement l'Union Européenne et les États-Unis.

Nos résultats se distinguent radicalement des estimations précédentes. Nous trouvons que:

- Le TTIP entraînerait *des pertes nettes en termes d'export*, à l'échéance de dix ans, en comparaison d'un scénario « sans TTIP ». Les pays du nord de l'Europe subiraient les plus grosses pertes (2,07% du PIB) suivis par la France (1,9%), l'Allemagne (1,14%) et le Royaume-Uni (0,95%).
- Le TTIP entraînerait *des pertes nettes en termes de PIB*. De manière cohérente avec les chiffres de l'export, les pays du nord de l'Europe subiraient la plus forte contraction de leur PIB (- 0,50%), suivis par la France (- 0,48%) et l'Allemagne (- 0,29%).
- Le TTIP entraînerait *une baisse des salaires*. La France serait le plus durement touchée avec une perte de 5 500 euros par travailleur, suivie par les pays nordiques (- 4 800 euros

* Email: jeronim.capaldo@tufts.edu

The author would like to thank Charlélie Pottier of PowerShift for this translation.

par travailleur), le Royaume-Uni (- 4 200 euros par travailleur) et l'Allemagne (- 3 400 euros par travailleur).

- Le TTIP entraînerait *des destructions d'emplois*. Nous calculons qu'environ 600 000 emplois seraient détruits dans l'UE. Les pays du nord de l'Europe seraient les plus affectés (- 223 000 emplois), suivis par l'Allemagne (- 134 000 emplois), la France (- 130 000 emplois) et les pays du sud de l'Europe (- 90 000 emplois).
- Le TTIP entraînerait *une diminution de la part des salaires dans le partage de la valeur ajoutée*, renforçant une tendance qui a contribué à la stagnation économique actuelle. L'envers de cette diminution serait l'augmentation de la part des profits et des rentes, ce qui indique qu'il y aura un transfert proportionnel des revenus du travail vers les revenus du capital. Le transfert le plus significatif aurait lieu au Royaume-Uni (7% du PIB seraient transférés des revenus du travail vers les profits), en France (8%), en Allemagne et au nord de l'Europe (4%).
- Le TTIP entraînerait *une baisse des recettes fiscales*. L'excédent dégagé grâce aux impôts indirects (tels que les taxes à la vente ou les taxes sur la valeur ajoutée) par rapport aux subventions diminuerait dans tous les pays de l'Union européenne. La France subirait la plus grande perte (0,64% du PIB). Les déficits publics en fonction du PIB augmenteraient dans tous les pays d'Europe, les poussant vers ou au-delà des limites du traité de Maastricht.
- Le TTIP entraînerait *une instabilité financière accrue* et une accumulation des déséquilibres. Avec une diminution des revenus de l'exportation, de la part des salaires et des recettes fiscales, la demande devra être soutenue par les profits et les investissements. Pourtant, avec une consommation atone, on ne peut s'attendre à ce que l'augmentation des profits vienne d'une hausse des ventes. Une hypothèse plus réaliste serait que les profits et les investissements (principalement sous la forme d'actifs financiers) soient soutenus par la hausse du prix des actifs. Le potentiel d'instabilité macroéconomique contenu dans cette stratégie a été démontré par la récente crise financière.

Nos prévisions suggèrent des perspectives peu réjouissantes pour les législateurs européens. Confrontés à une vulnérabilité accrue face aux crises venant des États-Unis et incapables de coordonner leur fiscalité, il leur resterait peu d'options pour stimuler l'activité économique : favoriser une augmentation des prêts privés, avec le risque d'alimenter les déséquilibres financiers, rechercher la dévaluation de la monnaie, ou bien une combinaison des deux.

Nous tirons deux conclusions générales. Premièrement, comme cela a été récemment suggéré dans plusieurs publications, les études actuelles sur le TTIP ne fournissent pas une base convenable pour envisager des réformes commerciales d'envergure. En effet, lorsqu'on utilise un modèle réputé mais différent, les résultats obtenus diffèrent radicalement. Deuxièmement, la recherche de l'augmentation en volume du commerce n'est pas une stratégie de croissance soutenable pour l'UE. Dans le contexte actuel d'austérité, de taux de chômage élevés et de taux de croissance faibles, augmenter la pression sur les salaires nuirait encore plus à l'activité économique. Nos résultats suggèrent que la seule stratégie viable afin de raviver la croissance en Europe consisterait à construire sur un effort politique fort de soutien des revenus du travail.

Étude complète en anglais : http://ase.tufts.edu/gdae/policy_research/TTIP_simulations.html